

# La Géorgie en «état de guerre»

La Géorgie s'est déclarée hier en «état de guerre», accusant la Russie de l'avoir bombardée après l'offensive de Tbilissi en Ossétie du Sud, et un nouveau front semble s'être ouvert en Abkhazie, autre république séparatiste géorgienne.

Les indépendantistes abkhazes pro-russes ont entamé hier une opération militaire pour déloger les troupes géorgiennes des gorges du Kodori, seul secteur d'Abkhazie qui échappe à leur contrôle total, a annoncé le président abkhaze Sergueï Bagapch. «L'aviation russe bombarde actuellement les villages de Sakeni et de Bas-Kvaptchara», des localités situées dans ces gorges, a affirmé la télévision publique géorgienne. Les autorités abkhazes ont pour leur part annoncé que le raid avait été effectué par l'aviation abkhaze et non par les Russes. «J'ai signé un décret sur l'état de guerre», a dit le président géorgien Mikheïl Saakachvili.

Cela peut être assimilé à une loi martiale, a expliqué à l'AFP le secrétaire du Conseil national de sécurité géorgien, Alexandre Lomaïa. «La Géorgie est en état d'agression militaire totale : par la marine, l'aviation russes, avec des opérations de grande échelle sur le terrain», a ajouté le chef de l'Etat géorgien.

La Russie ne veut pas de guerre avec la Géorgie et s'efforce simplement de restaurer l'ordre en vigueur en Ossétie du Sud avant l'escalade du conflit, a réagi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov dans une interview à la BBC. Depuis le déclenchement de l'offensive géorgienne en Ossétie du Sud dans la nuit de jeudi à vendredi, la situation reste confuse dans la capitale de cette république séparatiste,



Une agression militaire totale.

Tskhinvali. L'armée russe a «complètement libéré Tskhinvali des forces militaires géorgiennes», a assuré à la mi-journée à Vladikavkaz, dans la république russe d'Ossétie du Nord, le général Vladimir Boldyrev, commandant en chef des forces terrestres. Tbilissi affirmait, pour sa part, toujours contrôler la ville hier après-midi. L'artillerie géorgienne a de nouveau ouvert le feu vers 13h55 (09h55 GMT) sur Tskhinvali, a rapporté l'agence Interfax citant son correspondant sur place.

Le président russe Dmitri Medvedev avait quelques heures auparavant fait savoir qu'une opération militaire des forces russes était en cours «en vue de contraindre la partie géorgienne à la paix». Côté géorgien, la télévision a fait état d'un bombardement hier matin par l'aviation russe sur la ville de Gori, dans le nord de la Géorgie, qui aurait tué un nombre indéterminé de civils et détruit des

immeubles d'habitations. A l'entrée de la ville, une correspondante de l'AFP a vu une base militaire et deux immeubles d'habitation touchés, desquels des personnes s'enfuyaient, portant des sacs sur leurs épaules, ainsi que de la fumée et des flammes dans la ville même. Les forces aériennes russes ont, en outre, «complètement dévasté le port de Poti sur la mer Noire, site clef pour le transport de ressources énergétiques de la mer Caspienne» vers l'Europe, a affirmé le ministère géorgien des Affaires étrangères. L'armée russe, qui a reconnu la perte de deux avions de combat, a démenti que ses appareils aient visé des «populations civiles en Géorgie». La Géorgie a abattu dix appareils russes et

détruit 30 chars, d'après un porte-parole géorgien.

La télévision géorgienne Roustavi 2 a diffusé des images montrant ce qu'elle a présenté comme le corps d'un pilote russe tué et la carte d'identité d'un autre, arrêté par les autorités géorgiennes. Mille six cents personnes ont été tuées à Tskhinvali à la suite de l'offensive géorgienne, a annoncé une responsable de ce territoire séparatiste de Géorgie, Irina Gagloïeva. Un bilan qu'a démenti M. Saakachvili, parlant de «mensonges flagrants». Il n'y a «pratiquement pas de civils tués», a-t-il affirmé. Des milliers d'autres habitants d'Ossétie du Sud ont été blessés, toujours d'après les autorités séparatistes. Et plus de 30 000 personnes auraient fui l'Ossétie du Sud, franchissant la frontière avec la Russie, d'après le vice-Premier ministre russe Sergueï Sobianine.

L'ensemble des 2 000 hommes du contingent géorgien se prépare à quitter l'Irak d'ici à trois jours pour regagner la Géorgie, a, par ailleurs, annoncé hier à l'AFP, son chef, le colonel Bondo Maïssouradze.

Le président américain George W. Bush a réclamé hier à Pékin l'arrêt «immédiat» des combats en Ossétie du Sud. Quant au diplomate en chef de l'Union européenne, Javier Solana, il poursuivait hier ses consultations internationales.

Le pape Benoît XVI suit la crise «avec préoccupation» et espère que la «sagesse» l'emportera sur la violence, a déclaré le service de presse du Vatican.

## Moscou accuse Kiev d'avoir encouragé le conflit en Ossétie du Sud

La Russie a accusé hier l'Ukraine d'avoir encouragé la Géorgie à procéder à l'«intervention» militaire et à des «purges ethniques» en Ossétie du Sud, province séparatiste géorgienne, au cœur d'un conflit armé entre Moscou et Tbilissi. «L'Etat ukrainien a ces derniers temps activement armé les troupes géorgiennes, encourageant en cela les dirigeants géorgiens à procéder à une intervention et à des purges ethniques en Ossétie du Sud», a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. L'Ukraine, partenaire pro-occidental de la Géorgie dans l'espace post-soviétique et qui aurait vendu à Tbilissi des armes ces dernières années, a appelé vendredi la Russie à retirer ses troupes du territoire géorgien et s'est déclaré prête à servir d'intermédiaire entre les parties au conflit. Kiev «n'a aucun droit moral de sermonner les autres et surtout de prétendre à un rôle dans le règlement» du conflit, a lancé le ministère russe. Moscou entretient des relations tendues avec le président pro-occidental ukrainien Viktor Iouchtchenko.

## Bombardements russes à proximité d'un oléoduc

L'aviation russe a effectué des bombardements à proximité de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui n'a pas été endommagé, a affirmé hier le Premier ministre géorgien, Lado Gourgenidze. «Les environs de l'oléoduc Bakou-Ceyhan ont été bombardés par des avions russes. Miraculeusement, l'oléoduc n'est pas endommagé», a déclaré M. Gourgenidze dans une intervention télévisée. Inauguré en 2006, long de 1 774 km, le BTC achemine le pétrole des champs pétrolifères azerbaïdjanais de la mer Caspienne vers le port turc de Ceyhan sur la Méditerranée. Il a une capacité de 1,2 million de barils/jour.

# L'Union africaine suspend la Mauritanie après le coup d'Etat

**L'Union africaine (UA) a annoncé la suspension prochaine de la Mauritanie après le coup d'Etat de mercredi, tandis que le chef de la junte, le général Mohamed Ould Abdel Aziz, a rencontré hier un émissaire de la Ligue arabe et devait recevoir une délégation de l'UA.**

«L'UA va suspendre la Mauritanie jusqu'à ce que le pays retrouve un gouvernement constitutionnel», a déclaré le ministre tanzanien des Affaires étrangères, Bernard Membe, dans un communiqué publié tard vendredi depuis Dodoma, la capitale de la Tanzanie. «Le coup d'Etat est un revers grave pour les Mauritaniens parce qu'il a volé au peuple son droit fondamental à élire librement les dirigeants de son choix», a ajouté la Tanzanie, pays qui préside l'UA. La suspension d'un pays de l'organisation

continentale dans le cadre de «changements anticonstitutionnels de gouvernement» est conforme à «l'Acte constitutif de l'UA» notamment, a rappelé M. Membe.

Une délégation de l'organisation panafricaine était attendue hier soir à Nouakchott, selon une source proche de la junte mauritanienne.

De leur côté, les Etats-Unis avaient suspendu leur aide bilatérale non-humanitaire à la Mauritanie dès le lendemain du putsch contre Sidi Ould Cheikh Abdallahi.

Le premier président démocratiquement élu du pays avait été arrêté mercredi matin par un coup d'Etat sans effusion de sang mené par le chef de la garde présidentielle, le général Mohamed Ould Abdel Aziz, qu'il venait de limoger. Dans le cadre d'un ballet diplomatique à Nouakchott depuis le coup d'Etat,

le nouvel homme fort, à la tête d'un «Haut-Conseil d'Etat» formé de 11 militaires, a reçu hier matin le secrétaire adjoint de la Ligue arabe, Ahmed Ben Hilli. Ce dernier a expliqué à la presse être venu «pour avoir des assurances quant au processus démocratique dans le pays». Le général Ould Abdel Aziz a exprimé «son souci de voir se poursuivre le processus démocratique» et a assuré qu'«il maintenait les institutions constitutionnelles en place», a rapporté l'émissaire de la Ligue arabe.

«Il m'a également affirmé qu'il organisera une élection présidentielle dans une courte période», a-t-il ajouté.

Concernant le président, actuellement gardé dans une villa surveillée, le général «m'a dit qu'il était en bonne santé, bien traité, dans de bonnes conditions», a-t-il préci-

sé. Dans un entretien au quotidien arabe *Asharq al-Awsat* paru hier, le dirigeant des putschistes a affirmé que le président renversé ne serait pas relâché «pour le moment pour des raisons de sécurité». «Nous essayons pour l'instant de rétablir le calme et de faire baisser les tensions», a-t-il affirmé.

Vendredi, plusieurs centaines de partisans du président renversé, dont des ministres et des députés, s'étaient rassemblés à Nouakchott pour marquer, avec force, leur opposition au coup d'Etat militaire. Ce coup de force intervient 15 mois après l'élection présidentielle du printemps 2007, saluée comme un «modèle démocratique» pour l'Afrique et le monde arabe, et trois ans après le coup d'Etat militaire qui avait renversé en août 2005 le président Maâouiya Ould Taya.

## ITALIE Quatre

## Tunisiens et un Marocain arrêtés pour terrorisme

Quatre Tunisiens et un Marocain soupçonnés de terrorisme international, pour avoir notamment recruté des candidats au jihad afin de les envoyer en Irak et en Afghanistan, ont été arrêtés hier par la police de Bologne (centre de l'Italie), a indiqué un responsable à l'AFP.

La police italienne recherche un sixième suspect, de nationalité tunisienne, a ajouté le responsable de la police antiterroriste de Bologne, Vincenzo Ciarambino.

«Les six suspects sont accusés d'avoir recruté et entraîné en Italie, entre 2005 et 2007, des candidats au jihad et des aspirants kamikazes, et de les avoir envoyés se battre à l'étranger, en particulier en Irak et en Afghanistan», a-t-il précisé à l'AFP.

L'opération s'est déroulée à l'aube à Bologne, Ravenne (nord-est) et Côme (nord), où des perquisitions étaient toujours en cours hier en fin de matinée, selon la même source. Les suspects ont été arrêtés à leur domicile. «Le responsable de la cellule a dirigé un groupe qui s'est battu avec les troupes musulmanes en Bosnie durant la guerre (1992-1995). Il a été arrêté à Faenza, près de Ravenne», a ajouté M. Ciarambino, sans préciser sa nationalité.

«Les suspects sont également accusés d'escroquerie envers des compagnies d'assurance en vue de financer des activités terroristes», selon la même source.

Les suspects, qui travaillaient, notamment comme ouvriers, ont des familles en Italie, selon la chaîne d'information en continu Sky Tg24.

D'après l'agence Ansa, l'enquête s'appuie notamment sur des écoutes téléphoniques dans lesquelles les suspects évoquent l'entraînement de recrues et la préparation d'attentats à l'étranger, notamment d'attentats suicide. Cette opération «confirme que le terrorisme islamiste est très enraciné sur notre territoire et qu'il faut être sur nos gardes», a réagi le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni, cité par l'agence Ansa. En juin, le parquet de Milan (nord) a requis le renvoi en justice de 28 suspects accusés d'avoir formé des volontaires pour commettre des attentats en Irak et en Afghanistan. Certains d'entre eux avaient été arrêtés au cours d'une vaste opération policière, en Italie, en France et au Portugal contre des terroristes présumés accusés de former des candidats au jihad.